

# Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 19796 - 76ÈME ANNÉE

## La Réunion « COVID-Free »

### « Stratégie zéro-COVID à La Réunion : c'est possible ! »

« **Australie, Nouvelle Zélande, Taïwan, Singapour, Seychelles - la liste est longue - ont opté pour cette stratégie ZÉRO-COVID qui consiste à REFUSER de vivre avec le virus en choisissant de l'éradiquer systématiquement plutôt que d'échouer à VIVRE avec le virus. Cette stratégie ZÉRO-COVID est encore possible à La Réunion !** »

Le constat est à ce jour inquiétant :

Couvre-feu à 18h00 sur tout le territoire de La Réunion, comme en métropole, évacuation sanitaire Réunion / Métropole plutôt que Mayotte / Métropole (on marche sur la tête),

9 centres seulement de vaccination, guère plus de 2 % de personnes vaccinées,

une plateforme téléphonique de rendez-vous saturée...

Où nous conduisent ces mesures, cette stratégie locale pour le moins erratique ? Quelle perte de temps, quel gâchis, quel manque de réflexion et de concertation !

Car nous aurions depuis longtemps pu éviter, empêcher, TUER cette aggravation de la situation en pratiquant la stratégie ZÉRO-COVID !

Pourquoi ? Parce que nous sommes une île tout simplement ! Une petite île de 800.000 habitants seulement.

Australie, Nouvelle Zélande, Taïwan, Singapour, Seychelles - la liste

est longue - ont opté pour cette stratégie ZÉRO-COVID qui consiste à REFUSER de vivre avec le virus en choisissant de l'éradiquer systématiquement plutôt que d'échouer à VIVRE avec le virus. On voit le résultat en métropole. Toutefois, cette stratégie ZÉRO-COVID est encore possible à La Réunion ! Loin de moi l'idée de « tirer sur l'ambulance » de l'ARS et de la Préfecture. Je me dois de faire des propositions simplement et logiques pour étayer cette stratégie. Une stratégie en 5 points.

#### - 1 - un confinement court mais strict :

Malheureusement la méthode la plus efficace pour abaisser de façon drastique le niveau de contamination, point de départ de la stratégie ZÉRO-COVID. 10 jours minimum pour une efficacité suffisante.

#### - 2- un contrôle « vraiment ! » strict des arrivées :

La Réunion est un univers clos, dont le seul point d'entrée est l'aéroport. Facile à contrôler (en théorie) en suivant des procédures véritablement strictes, à la condition d'un minimum de volontarisme politique.

Mettons en place des tests rapides, salivaires par exemple, groupés et obligatoires (20 tests pour un avion de 300 passagers par exemple). Catherine Hill, épidémiologiste et biostatisticienne

de renom, le martèle depuis un an sur tous les plateaux de télévision nationaux.

- Test groupé négatif, le groupe est autorisé à entrer

- Test groupé positif, le groupe se voit orienté vers un second test individuel de façon à identifier le ou les cas qui ont rendu le test groupé positif.

Mesure de sécurité complémentaire aux obligations déjà en vigueur : test de moins de 72h et motif impérieux. Toutefois faciles à contourner.

#### - 3 - un isolement « vraiment ! » strict des cas positifs :

Importés ou autochtones, l'isolement des cas, est LA SOLUTION pour stopper la contagion. Nous le savons depuis le début, DEPUIS LE DÉBUT !!! un VRAI isolement est une clef majeure ! Car, sur une île où les capacités hospitalières sont limitées, cette obligation est vitale, VITALE ! Isoler les cas positifs de façon beaucoup plus vigoureuse. Évidemment dans les meilleures conditions possibles et SURTOUT dans des lieux facilement contrôlables. 7 jours dans des villages de bungalows pour les familles ou en hôtels pour les personnes seules ou en couple sans enfant. Avec test à la sortie bien sûr.

C'est certes contraignant, mais vital encore une fois ! D'ailleurs aux premières heures de l'épidémie en France, c'est ce qui avait été pratiqué dans plusieurs centres de confinement.

#### - 4 - une détection « vraiment ! » efficace du virus :

- Surveiller l'apparition de nouveaux cas autochtones et réagir aussitôt par les mesures d'isolement préconisées ci-dessus. L'ARS s'en charge au mieux, mais l'augmentation du nombre de cas rend le traçage incertain.

- Tester les eaux usées des communes, des quartiers et remonter à la source d'éventuelles présences du virus. Pratiquée dans quelques endroits en France (comme à Marseille par exemple) cette mesure s'avère très efficace notamment pour la détection des cas asymptomatiques.

- Tester massivement dans les écoles, les entreprises, les administrations de façon obligatoire (tests salivaires ou PCR). Toujours

de façon groupée pour aller plus vite et réduire le coût.

#### - 5 - une vaccination « vraiment ! » massive :

Au rythme où vont nos autorités « compétentes », il faudra des années pour atteindre l'immunité collective à La Réunion !

Demandons à l'ARS, aux Collectivités, au Département, à La Région, aux grandes entreprises de réunir les fonds nécessaires pour l'achat de 2 millions de doses. Ce n'est pas aller à l'encontre de la réglementation Européenne, certains pays d'Europe commencent à le faire. Et le coût de cet achat est une tête d'épingle versus les pertes économiques actuelles.

30 jours pour en sortir !

Environ 90 centres à ouvrir (2 à 6 par commune), à raison de 500 injections par jour, y compris pendant le confinement (point N°1) dans chaque centre et c'est la sortie de crise fin avril !

**Mobilisons toutes nos forces dans cette bataille !**

**Une vie normale, zéro-COVID, sous 30 jours,**

**Alix Galbois  
Médecin généraliste diplômé  
de la Faculté de médecine  
de Marseille**

## 190 décès depuis le 1er janvier 2021

# Nouvelle tragédie en Méditerranée

L'Organisation internationale pour les migrations (OIM) et le HCR, l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés, sont profondément attristés par les dernières pertes en vies humaines en Méditerranée centrale, après le chavirage de deux bateaux au large des côtes tunisiennes le mardi 9 mars. Quelque 190 personnes sont mortes lors de la traversée de la Méditerranée centrale en 2021, tandis qu'environ 5700 autres sont arrivées en Italie en provenance d'Afrique du Nord. C'est une moyenne de près de trois décès par jour.

Au moins 39 personnes se sont noyées dans un naufrage au large de l'île de Kerkennah. Cent trente-quatre survivants, la plupart originaires de Côte d'Ivoire, ont été ramenés à terre par les garde-côtes tunisiens. Les opérations de sauvetage sont toujours en cours, gênées hier par des conditions météorologiques difficiles.

Un deuxième naufrage a eu lieu au large des côtes de la ville de Jebeniana dans le gouvernorat de Sfax. Le bateau avait 70 personnes à bord, dont quatre enfants, qui ont tous été emmenés à terre.

Ce sont les derniers d'une série de naufrages au large des côtes tunisiennes. L'OIM et le HCR travaillent avec des partenaires dans le pays pour apporter une aide d'urgence et un soutien sanitaire aux survivants. En 2021, les autorités tunisiennes ont mené 21 opérations de sauvetage en mer - parfois des bateaux au départ des côtes libyennes.

« Nous saluons les efforts de recherche et de sauvetage des autorités tunisiennes et continuerons de les aider à fournir une aide humanitaire d'urgence aux personnes secourues en mer », a ajouté le chef de mission de l'OIM en Tunisie, Azzouz Samri. Quelque 190 personnes sont

mortes lors de la traversée de la Méditerranée centrale en 2021, tandis qu'environ 5700 autres sont arrivées en Italie en provenance d'Afrique du Nord. C'est une moyenne de près de trois décès par jour.

« La Méditerranée centrale continue de faire des victimes alors que des milliers de personnes se lancent dans ces périlleux voyages, qu'elles fuient l'extrême pauvreté, les conflits ou sont à la recherche d'une vie meilleure », a ajouté Samri.

« Nous continuons d'appeler à la recherche et au sauvetage proactifs dans la traversée maritime la plus dangereuse du monde, et à l'établissement d'un débarquement clair et sûr pour les personnes secourues en mer. »

Les agences soulignent que la poursuite des groupes de passeurs et des trafiquants qui profitent des vulnérabilités des personnes et les soumet à des voyages à risque doit être une priorité.

## Edito

### La couche de bébé est pleine !

Après s'être attaqué à nos aînés, voilà que le gouvernement s'en prend à nos enfants. Nous avons une nouvelle fois une protestation contre une réforme de ce gouvernement, à savoir le projet de crèche. Certains personnels craignent une baisse des effectifs pour plus d'enfants à charge, et ils ont bien raison car cette nouvelle réforme apporte une modification du taux d'encadrement. Un adulte aura la charge de six enfants, alors qu'aujourd'hui ce taux est d'un adulte pour cinq enfants, et surtout ça ne marche pas !

Les spécialistes déclarent qu'il faudrait un adulte pour quatre bébés mais pour ne rien changer, le gouvernement va à l'encontre des recommandations. Au niveau de l'encadrement, cela veut dire moins de professionnels auprès des enfants. Il ne faut pas oublier que ce sont des bébés, entre 3 mois et 4 ans qui ont besoin de toute l'attention d'une personne. Ça ne va plus être un accueil avec le sourire mais plutôt une usine à bébé. Cela est inquiétant, car pose un problème de sécurité, qui ne rassure pas les parents qui confient leurs enfants chaque matin avant de prendre la route pour partir au boulot. A cet âge, les enfants ont besoin de beaucoup de surveillance car on ne sait jamais ce qui peut se passer. Ils ne doivent pas faire l'objet d'une incompréhension de la réalité du terrain de la part de ce gouvernement.

Ce dernier ne s'attaque pas seulement à nos bébés mais également à nos jeunes qui essaient de se former à la profession. Cette réforme vise à compter les apprentis comme 15 % du taux d'encadrement, et donc par conséquent une baisse de la qualification. On ne peut pas brader les diplômes de nos jeunes pour faire plaisir à un gouvernement qui ne sait pas ce qu'il fait. C'est un projet qui vise à l'augmentation d'effectifs d'enfants en crèche certes, mais en diminuant le nombre de personnel et cela est inacceptable !

Certains diront que beaucoup de familles sont en attente de place dans les crèches mais le gouvernement doit prendre ses responsabilités en donnant plus de moyens en ouvrant davantage de crèches ou encore former plus de personnels qualifiés pour pouvoir accueillir plus d'enfants.

**Bertrand Ancelly**

## Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés  
71e année  
Directeurs de publication :  
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud  
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau  
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland  
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX  
Rédaction  
TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re  
SITE web : www.temoignages.re  
Administration  
TÉL. : 0262 55 21 21  
Publicité : publicite@temoignages.re  
CPPAP : 0916Y92433

# Oté

## Lulu, ni pé dir zordi ankor pliss ké yèr, noute fra ou l'avé si tèlman rézon !

Mézami, mi mazine d'ot ké mwin la fine poz azot la késtyon i vien dann mon tête dopi in bon boute tan. Ala èl la ! Mwin lé a d'mandé kèl konsékanss in kriz konm la maladi ni koné zordi i pé an avoir dsi lékonomi si la kriz i dire é si lékonomi lé frazil konm la n'ote. Pétète ni pé dir sa i pé donn in léfé négatif an shène : opliss lo lékonomi lé fèb, opliss la kriz lé riskab afébli ali ankor.

Issi La Rényon nou la poin in lékonomi prodiktiv dévlopé : nout séktèr primèr, l'agrikiltir, lé fèb, nout séktèr sogondèr, l'industri, lé pa dévlopé ditou, é nout séktèr tertiaire sèl séktèr dévlopé, l'après pran lo shok. Avèk lo konfineman é toute sak i s'ansui lo komèrs, épi lo bann sèrviss, tousala i afébli. La pa bézwin éstatistik pou amontr sa, i sifi antann koman bann réstoratèr, bann lotèl, épi bann komèrsan an zénéral i koz, galman bann zantroprenèr kiltirel.

Donk ni pé dir, in lékonomi fèb, pa assé diversifyé, dominé par bann zinportasyon, san in marj liberté épi lotonomi sifizan, i afébli ankor pliss é si konm zordi la kriz i dire alé konète konbien kadav l'antopriz i sava ramassé après lo gran shok... Touziss si la pa konm lo shien krazé dsi la route toute alantour bann shomin La Rényon.

Astèr kossa i fo ni panss bann gouvèrnman, bann prézidan sof Paul Vergès\*, bann kapitalist la mète nout

lékonomi dann in mové shomin konmsa ? Ni pé dir zot la bien konpote azot konm bann promotèr épi bann défansèr in l'ord dépassé - l'ord néokolonyal - é an mèm tan ni pé dir zot la foute anou dann in train ni koné pa kanssa nou va sort la-dan. Ni pé touzour dir, l'ord va vni après sar pi ditou konm l'ord lété avan, mé si lé shoz i kontinyé konmsa ni pé dir-malorozman, l'ord d'après va rossanm l'ord d'avan konm in goute dolo i rossanm in n'ote goute dolo.

Ni pé rogréte lo sistème politik ni viv dodan la pa lèss anou komand nout zafèr par nou mèm é l'èr-la ni pé panss lo késtyon nout kamarde Lulu téi poz toutan : « Kissa i komande nout péi ? » é ni pé dir, si lété nou, si lété lo pèp rényoné, nou noré sorte la kriz in zour pli for é pli kapab amenn nout péi dann shomin son vré dévlopman durab..

NB-Ni pé dir anpliss Paul Vergès néna ankor d'ote prézidan zot ossi zot téi vé dévlop La Rényon mé bann nouvo dirizan droite konm gosh l'avé pwin é la pwin, selon mwin, in vizyon d'in Rényon dévlopé é lé bien domaz la zape in zénérasyon dirizan politik. konfyanss bann nouvo i tard ar pa pou lévé.

\* Kan mi di Lulu mi vé anparl Lucien Biedinger, in kamarade toute de moun téi koné.

*Justin*